

GLOBAL COMMISSION ON DRUG POLICY



Commission fédérale sur les questions liées à la drogue (CFLD)



Communiqué de presse du 19 octobre 2011

Quels sont les effets de 50 ans de guerre à la drogue ?

La guerre contre la drogue a échoué. 50 ans après la première convention de l'ONU sur les drogues, il est temps d'ouvrir le débat. Tel est le message de la Global Commission on Drug Policy, dont le rapport a été présenté à la presse et au public par Ruth Dreifuss, le 19 octobre à Genève.

En 1961, la communauté internationale s'est lancée dans une lutte coordonnée contre les stupéfiants, qui s'est progressivement transformée en une véritable guerre contre la drogue. Sous l'impulsion des Etats-Unis, des sommes gigantesques ont été investies pour éradiquer la drogue de la planète, aussi bien dans la criminalisation des consommateurs que dans des programmes ciblés dans les pays producteurs. Cependant, les résultats ne sont toujours pas au rendez-vous.

Cinquante ans plus tard, force est donc de constater que les difficultés demeurent, voire augmentent. Dans de nombreux pays, la drogue est l'élément déclencheur de conflits civils ou de problèmes sanitaires ou environnementaux. Le marché de la drogue n'est dépassé que par le pétrole au niveau mondial. Les enjeux liés à la maîtrise de ces gigantesques flux financiers sont nombreux. Les dynamiques de conflits, les problèmes de gouvernance et de corruption de nombreux pays s'éclairent à la lumière de ces intérêts. Il est temps de reposer la question de la stratégie poursuivie jusqu'ici au niveau mondial.

Pour une politique pragmatique

Le phénomène des drogues est une question complexe. Dans tous les pays européens, des politiques nuancées se mettent petit à petit en place. Cependant, les relations internationales continuent d'être fondées sur le dogme de la « guerre à la drogue ». Cette vision réductionniste doit être élargie, au vu de l'importance des enjeux socio-sanitaires et géostratégiques.

Les conséquences de cette guerre se font sentir jusque dans les rues de nos villes suisses, où les dealers sont omniprésents. Il faut donc se rendre à l'évidence. La force seule n'est pas efficace. Aux Etats-Unis, malgré des prisons pleines à craquer, la consommation de drogues reste de loin la plus forte du monde. A l'inverse, un pays comme le Portugal, qui tente une nouvelle approche, a dépénalisé la possession de drogues pour usage personnel et a l'un des taux les plus faibles d'Europe.

Partout dans le monde, des voix s'élèvent aujourd'hui pour adapter le système. La répression seule nous mène dans une impasse. Les dommages ne peuvent plus être ignorés. En Afghanistan, en Colombie ou au Mexique, des situations de guerres civiles déchirent les populations et compromettent le développement à long terme de ces régions. En Amazonie, les cultivateurs de coca empiètent chaque jour un peu plus sur le plus grand sanctuaire forestier du monde.

La commission globale sur les politiques drogues

L'année passée, une nouvelle commission mondiale a été créée. Elle rassemble un panel d'anciens chefs d'Etat - Fernando Henrique Cardoso (Brésil), Ernesto Zedillo (Mexique), César Gaviria (Colombie) ou Ruth Dreifuss (Suisse) – des hauts fonctionnaires internationaux – Kofi Annan (ONU), Javier Solana (OTAN), Thorvald Stoltenberg (UNHCR) – ou des personnalités internationales – Richard Branson, Carlos Fuentes, Mario Vargas Llosa.

Dans son rapport de 2011, le constat de la commission est sans appel : la guerre à la drogue a échoué. Il faut avoir le courage de regarder vers l'avant et chercher de nouvelles solutions. Dans ce domaine, rien n'est simple et les propositions monolithiques, qu'elles soient libérales ou sécuritaires, ne peuvent répondre efficacement aux défis posés par les drogues (le rapport est disponible sur demande).

Le rôle de la Suisse et de Genève

La Suisse a développé une politique drogue plus nuancée, en mettant notamment la santé des consommateurs au centre des préoccupations. Bien que tous les problèmes ne soient pas réglés, comme le démontre la question du deal en ville, la criminalité a diminué et la transmission du VIH a fortement chuté. Forte de son expérience, il est nécessaire que la diplomatie suisse fasse connaître ses succès et puisse influencer sur le débat mondial sur le sujet. Avec plusieurs pays européens, elle s'est déjà lancée dans cette direction, en mettant l'accent sur les questions de santé. Les organisations signataires saluent cet effort, qu'il convient de poursuivre dans la durée.

Genève, capitale de la paix et des droits de l'Homme, a un rôle à jouer dans ce débat. Plateforme de débats et d'échanges, à l'expérience reconnue en la matière, Genève s'impose comme un lieu propice au débat sur les drogues. Elle héberge également de nombreuses institutions onusiennes directement concernées par le champ des drogues, comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme, l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Ouvrons le débat !

Pour marquer les 50 ans de la convention unique des Nations Unies sur les Drogues, le *Groupement Romand d'Etudes des Addictions (GREA)* a réuni des experts de l'*International Drug Policy Consortium (IDPC)*, de l'*Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID)*, de la *Global Commission on Drug Policy*, de l'*Organisation Mondiale de la Santé (OMS)* et de l'administration fédérale (CFLD, DFAE et OFSP) pour partager leur vision du système et parler notamment de la place de la Suisse dans le système international et de son engagement en faveur d'une réforme du système mondial. Lors de cette rencontre, le GREA désire ouvrir un débat constructif et dépassionné sur ces enjeux importants de notre temps.

Contact : Jean-Félix Savary, secrétaire général du GREA, 079 345 73 19